



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Europe-Harmonie-impossible>

Europe : Harmonie impossible

?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2011 - N° 1120 - mai 2011 -

Date de mise en ligne : lundi 1er août 2011

Date de parution : mai 2011

Description :

Bernard Blavette voit dans les crises et convulsions diverses de cette Europe qui nous a été imposée, l'urgence de penser à l'organisation d'une véritable Europe des peuples.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

L'Europe qui nous a été imposée est fondée sur les bases libérales, sur lesquelles fonctionne maintenant le monde entier. Alors, crises et convulsions diverses se succèdent à un rythme accéléré, peut être prémises de l'écroulement de ce monde.

Pour Bernard BLAVETTE, ceci oblige à repenser l'organisation de notre continent pour faire émerger d'une mosaïque de petits États une entité politique réelle, capable de peser sur le cours de l'histoire. Après avoir rappelé les principales étapes de notre longue histoire commune, il pointe les obstacles considérables qui se dressent sur la voie d'une véritable Europe des peuples, tout en suggérant des pistes possibles pour sortir de l'impasse.

« L'Europe vaut infiniment mieux que ceux qui l'ont usurpée. » Susan George [\[1\]](#).

Nous, peuples d'Europe, avons un très long passé en commun, pour le meilleur et pour le pire. Il y a 2.400 ans le "miracle grec" signe l'avènement de notre culture commune. Sur un morceau de rocher baigné par la Méditerranée, aux confins de notre continent, au carrefour de l'Orient et de l'Afrique, de multiples écoles philosophiques apparaissent, se fertilisant les unes les autres au lieu de se combattre, comme le feront plus tard les religions. Des penseurs audacieux jettent les bases de la réflexion philosophique fondée sur la raison, définissent des préceptes éthiques et moraux qui sont aujourd'hui plus que jamais d'actualité. Simultanément, des juristes visionnaires imaginent les premières règles de Droit, et fondent ce qui peut être considéré comme l'une des premières sociétés démocratiques.

Quelques siècles plus tard, l'Empire Romain réalise, par la conquête, une première ébauche d'organisation du continent. Profondément influencés par la pensée grecque (notamment par le stoïcisme), les Romains inaugurent une forme de domination inédite, respectueuse des croyances et des coutumes des peuples, développent des techniques et des modes d'organisations nouveaux, et notre continent va bénéficier pendant plusieurs siècles de la "Pax Romana", une longue période de paix qui ne se renouvellera pas jusqu'à nos jours.

Après l'écroulement de l'Empire, l'Europe connaît à nouveau le morcellement en une multitude d'entités politiques diverses, occupées à guerroyer les unes contre les autres, mais toutes soumises à la férule de l'Église catholique apostolique et romaine. Mais qu'on le veuille ou non, la bureaucratie catholique va contribuer à approfondir notre culture commune dans tous les domaines : de nos cathédrales gothiques aux "stavekirker" [\[2\]](#) des marches nordiques du continent, les édifices religieux rythment nos paysages ; nos goûts esthétiques et artistiques sont imprégnés jusqu'à aujourd'hui des canons de l'art religieux ; notre vie quotidienne (fêtes religieuses, noms des villes et de leurs rues, vocabulaire....) n'échappe pas à l'influence de 2.000 ans de civilisation judéo-chrétienne. Mais, plus important encore, pendant des siècles, l'Europe va bénéficier du latin comme langue commune, tout au moins au niveau des lettrés. Et par un étrange paradoxe dont l'histoire est coutumière, l'usage commun du latin, largement véhiculé par l'Église, va bientôt favoriser la diffusion des idées nouvelles à travers tout le continent.

Dès le XVe siècle, la Renaissance va permettre à l'Europe de secouer le joug de la bureaucratie catholique, de redécouvrir la pensée grecque, préparant ainsi l'avènement de la période dite "des Lumières", probablement la plus belle invention collective européenne puisqu'elle forgera les outils indispensables à l'avènement de ce que nous nommons aujourd'hui "état de droit" (constitutions, droits de l'homme et du citoyen....), et préparera le renversement de l'Ancien Régime avec la Révolution de 1789.

Pourtant, en parallèle, se joue une épopée tragique qui marquera notre continent d'une tache indélébile. Persuadé de sa supériorité intellectuelle, religieuse et technique, l'homme européen se lance dans la découverte du monde. En 1488 Bartolomeo Dias double la pointe de l'Afrique, ouvrant ainsi la route des Indes ; en 1492 Christophe Colomb aborde le continent américain. Si certains de ces découvreurs sont poussés par une curiosité bien légitime et un esprit scientifique de comprendre le monde, la majorité d'entre eux obéit à d'autres intérêts : le goût du lucre, l'appétit de richesses, la soif inextinguible de la domination et de l'or, qui annoncent sans fard le véritable "esprit du capitalisme", encore à venir. Dès les premiers contacts avec les populations locales, notamment en Amérique, le ton est donné : massacres et mises en esclavage, qui culmineront parfois en véritables génocides, vont se succéder sous des formes diverses jusqu'au siècle dernier encore avec la colonisation [3]. Ce qui fera dire à l'historien C.A. Bayly « Les Européens devinrent rapidement les meilleurs dès lors qu'il s'agissait de tuer » [4].

Dès le début du XIXe siècle, la Révolution Industrielle explose en Europe, à partir de la Grande-Bretagne. En moins de deux siècles, la face du monde est changée, nos modes de vie radicalement transformés, et notre continent connaît dans la deuxième moitié du XXe siècle une période de prospérité matérielle, jusque là inégalée dans l'Histoire. Mais le prix à payer sera terrible. Pendant tout le XIXe siècle, la classe laborieuse subira des conditions de vie dramatiques, jusqu'à ce que, au début du XXe siècle, elle parvienne à s'organiser pour arracher le droit de grève, le droit de se réunir en syndicats... La Révolution Industrielle dote l'homme de moyens nouveaux et puissants dont l'Europe va d'abord se servir pour le pire. La science et la technique vont être utilisées pour réaliser l'impensable : le massacre de masse, à travers les deux guerres mondiales qui ensanglantent la première moitié du XXe siècle. L'horreur culminera avec le "génocide industriel" perpétré par le régime nazi à l'encontre de diverses populations jugées inférieures...

Au sortir de ces carnages, le traumatisme des peuples européens est considérable, chacun réalise que la barbarie n'a pas de limites, et qu'il faut tout faire pour que pareille catastrophe ne puisse se reproduire. Nous avons là un de ces moments décisifs de l'Histoire où les portes s'ouvrent sur tous les possibles, et l'idée européenne ressurgit de ses cendres. Car 2.400 ans d'Histoire commune ont tissé entre les peuples européens des liens indissolubles. Nous avons souffert ensemble des mêmes atrocités, mais nous avons ensemble fait les mêmes rêves, poursuivi les mêmes utopies de démocratie, d'égalité, de découverte de l'univers qui nous entoure. Nous assumons ensemble toute l'horreur du "commerce triangulaire" des esclaves, mais nous pouvons aussi nous recueillir devant le plafond de la chapelle Sixtine, ou à l'écoute d'une symphonie de Beethoven.

Malheureusement nous allons laisser passer ce moment privilégié, alors qu'il aurait pu donner naissance à une entité politique capable d'assumer notre passé commun et de nous donner un avenir. C'est que l'esprit des "pères fondateurs", Jean Monnet et Robert Schumann, était infecté par l'idéologie capitaliste qui n'a que faire de notre culture commune, de nos valeurs héritées de la Grèce antique et des philosophes des Lumières qui, aux pires moments de notre Histoire, nous ont empêché de sombrer irrémédiablement. Car l'Europe que l'on nous a proposée et que nous avons naïvement acceptée, aveuglés par l'idée du « plus jamais ça ! », c'est celle qui, sous le prétexte de nous apporter la paix, communique en fait sur l'autel d'une autre guerre : la guerre économique. Nous attendions la coopération, l'émulation, entre des peuples enfin maîtres de leur destin, par un approfondissement démocratique, et l'on nous a offert la concurrence c'est-à-dire la lutte de tous contre tous, incapable de "faire société", d'organiser un continent. L'Union Européenne, telle que nous la subissons, conçue en catimini dans le mensonge et le non-dit, totalement à l'écart des peuples, n'a jamais été et ne sera jamais l'Europe sans des transformations profondes. Il s'agit, ni plus, ni moins, que d'une machine de guerre au service du capitalisme néo-libéral et dirigée contre les peuples. Faut-il le rappeler, feu le Traité Constitutionnel, élaboré par un aréopage non élu, a été rejeté par les peuples auxquels on a réellement demandé leur avis, la Hollande et la France. Mais, qu'importe le suffrage universel !, sans la moindre honte l'Union Européenne a procédé à un rapide maquillage et a fait entériner la copie conforme du texte originel par des Parlements nationaux croupions, sous la dénomination de Traité de Lisbonne ! La farce n'est

cependant pas terminée, puisque les Irlandais, connus pour leur obstination, refusent la nouvelle mouture. Mais la solution est simple : on les fera voter jusqu'à ce qu'ils finissent par accepter les règles qu'on leur impose ! Coïncidence assassine, le texte a été rédigé le jour même de la chute du dictateur africain Laurent Gbagbo à qui la Communauté Internationale reproche... de refuser le verdict des urnes !

Tous les ingrédients d'une imposture politique ont été entérinés par le Traité de Lisbonne qui régit aujourd'hui le fonctionnement de l'Union :

" Un Conseil, rassemblant les chefs d'État ou de gouvernement, ainsi que leurs ministres, lieu de déploiement de toutes les arguties politiciennes imaginables, que l'on n'oserait pas utiliser devant les instances nationales des différents pays. C'est ici que s'épanouit une novlangue orwellienne dont la traduction dans les faits réserve bien des surprises. Par exemple « faire de l'Europe la zone la plus compétitive du monde à l'horizon 2010 » [5] peut paraître un programme volontariste et alléchant. Mais lorsqu'on s'aperçoit que cela implique une baisse généralisée des salaires, la destruction des services publics, la disparition progressive des systèmes collectifs de santé, de retraite, d'éducation, et le traitement cosmétique des problèmes écologiques, alors la douche est particulièrement glacée. Et qu'on découvre qu'en plus de la horde d'interprètes nécessaires à l'UE du fait de la multiplicité des langues, il nous manque un traducteur d'un type nouveau, mais essentiel : celui qui serait capable de décrypter la duplicité des formulations technocratiques !

" Un Parlement, aux pouvoirs limités, qui n'a pas l'initiative des lois, qui n'a pas son mot à dire sur la nomination des banquiers centraux, ni des juges de la Cour de Justice des Communautés Européennes chargée de la bonne application et de l'interprétation des traités. Cette assemblée, qui promène sa nonchalance entre Bruxelles et Strasbourg (pour les séances plénières), où les groupes socialistes et conservateurs s'entendent comme larrons en foire [6], est ainsi devenue le Graal des politiciens en quête d'une sinécure douillette.

" Une Commission Européenne, par contre très active, qui partage avec le Conseil l'initiative des lois et se charge de veiller à leur application. Gardienne des traités, elle peut assigner tel ou tel État devant la Cour Européenne de Justice, en cas de manquement à l'orthodoxie. Imprégnée comme une éponge de l'idéologie ultra-libérale, la Commission fait porter tous ses efforts sur l'organisation de la sacro-sainte « concurrence libre et non faussée »... dont elle a une conception bien étrange, car la concurrence ne lui semble nullement faussée par l'essaim d'environ 15.000 lobbyistes qui bourdonnent autour de ses oreilles complaisantes et font leur miel de tous les renoncements, de toutes les trahisons [7]... Imperturbables, les technocrates de la Commission osent avancer que les lobbies sont les représentants "utiles et éclairés... de la société civile". Encore un bel exemple d'euphémisme technocratique ! Pourtant cette instance n'a que bien peu de comptes à rendre, et le Parlement, ce grand timide, qui pourrait théoriquement la renverser, n'ose même pas utiliser les droits qui lui ont été parcimonieusement octroyés !

Avec ce bref portrait, que l'on aimerait prolonger pour mettre en lumière bien d'autres perles savoureuses, l'évidence s'impose de la totale illégitimité des institutions de l'UE. Mais cette dernière n'en a cure. À la suite des désordres économiques et monétaires actuels, résultats de l'impéritie de la finance internationale, certains États membres, plus faibles, ont accumulé une dette qui met en péril leurs finances publiques. Loin d'engendrer des réactions de solidarité, cette situation a réveillé des antagonismes entre les bons élèves (l'Allemagne d'Angela Merkel) et plusieurs de ces pays du Sud qualifiés de cancre et des PIGS [8] . L'UE a donc sauté sur l'occasion pour soumettre ces États à des

sortes de Plans d'Ajustement Structurels, cures d'austérité drastiques que l'on réservait ordinairement aux pays pauvres de la périphérie, et qui ont généralement pour effet de tuer les malades...

Tout espoir est-il donc perdu, pour notre continent, de parvenir à construire une Europe soucieuse du bien-être des peuples qui la composent ?

Plusieurs scénarios peuvent être envisagés pour l'avenir.

Il est possible que, minée par les contradictions que nous venons d'évoquer, par l'extrême médiocrité des personnels politiques, par l'indifférence, voire l'hostilité, bien compréhensibles, des peuples qui la composent, l'UE, ce nain politique obèse, ne finisse par s'effondrer sous son propre poids. Revenir aux États-nations serait-il alors souhaitable ? Pas pour l'auteur de ces lignes, bien que l'on puisse évidemment en discuter. En effet, outre le fait qu'une tentative de retour en arrière est rarement constructive, que nous ont apporté les États-nations dans le passé ? Avant tout, des guerres, des querelles, des massacres, des dictatures, au point que l'Histoire se résume le plus souvent à une longue traînée sanglante. "Notre patrie, la France" a été souvent très exigeante, et elle ne nous a jamais rien accordé qui ne lui ait été arraché par la force, souvent dans le sang. Qui d'entre nous désire vraiment revenir à cela ? De plus, nombre des problèmes qui conditionnent l'avenir de notre espèce (questions écologiques, nouvelle répartition des richesses...) doivent être traités, au minimum, à un niveau continental. Enfin, et ce n'est pas le moins important, les transformations sociales radicales, visant à dépasser le capitalisme, que nous appelons de nos vœux, peuvent difficilement se concevoir au niveau d'un seul des petits pays européens. Ainsi, en tenant compte des leçons de l'Histoire, on peut avancer que la Révolution russe de 1917 aurait probablement connu un autre destin si elle avait pu s'appuyer sur un succès de la tentative d'instaurer un régime socialiste en Allemagne à l'initiative de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht (1919), tentative qui mettait la démocratie au centre de sa démarche [9].

Envisageons donc une autre hypothèse, qui semble autrement plus féconde. Imaginons que dans les mois ou les années qui viennent, à la suite d'un vaste mouvement, un gouvernement réellement progressiste prenne le pouvoir en France. Ceci n'est pas forcément aussi chimérique qu'on pourrait le penser, au premier abord. En effet, la généralisation des désordres en tous genres à laquelle nous assistons montre clairement l'incapacité du capitalisme à gérer la planète et la sévérité des politiques d'austérité auxquelles sont soumis les peuples contraste de plus en plus fortement avec l'opulence et l'arrogance des classes dominantes. Cette accumulation de frustrations, depuis des décennies, pourrait un jour produire une déflagration dont nul ne peut aujourd'hui prévoir la forme ou l'occurrence, comme nul ne s'attendait à ce que le suicide par le feu d'un petit marchand tunisien déclenche une onde de choc dont l'écho raisonne encore dans tout le Maghreb, et peut-être bientôt au-delà.

Imaginons donc, pour ce nouveau pouvoir, un programme résolument socialiste : reprise en main par la collectivité des services publics, du système bancaire, de certaines activités jugées d'intérêt général comme le secteur pharmaceutique, réforme de l'agriculture pour favoriser des pratiques respectueuses de l'écosystème... Ce gouvernement est conforté par un référendum qui approuve massivement les orientations proposées, et aiguillonné par des grèves et des manifestations aussi impressionnantes que déterminées, un peu comme en 1936. Bien sûr, nombre de ces mesures contreviennent à telle ou telle directive européenne, l'épreuve de force est donc inévitable. Immédiatement s'élève le chœur des chacals clamant « La France est isolée, la France est isolée... » Oui, et alors ? Le Royaume-Uni a, plus d'une fois, fait cavalier seul, et l'on ne sache pas que Londres ait été rayé de la carte du monde pour cela ! De plus, la France est l'un des principaux initiateurs de la démarche européenne, et elle fait partie du petit groupe d'États sans lesquels rien n'est possible. Nul doute que notre exclusion de l'UE serait plus que problématique. Enfin et surtout, il semble peu probable que nous restions seuls bien longtemps. Un bouleversement majeur dans notre pays pourrait déclencher en Europe un mouvement analogue au "printemps arabe" qui se déroule actuellement sous nos yeux. Une opportunité de transformer l'UE de fond en comble pourrait alors survenir d'autant plus facilement que les pouvoirs illégitimes sont souvent plus fragiles qu'il n'y paraît : élection au suffrage universel, sur l'ensemble de l'UE, d'une Assemblée Constituante chargée de l'élaboration d'une Constitution, proposée ensuite à l'approbation du peuple européen par un grand référendum, se déroulant simultanément dans chaque État-membre.

Nous ne pouvons ici entrer dans le détail d'un tel document, mais un point est capital, qui pourrait changer radicalement la face de l'UE : l'abandon de la notion de « concurrence libre et non faussée » pour lui substituer l'idée de "coopération" comme point d'ancrage à une démarche commune.

Cela serait encore insuffisant pour balayer le capitalisme, mais un tournant significatif serait pris. L'impulsion serait donnée pour que se mettent à germer des propositions depuis trop longtemps occultées : économie distributive et son revenu garanti, sobriété volontaire, approfondissement démocratique... Car il faut rappeler que la politique, la vraie, ce n'est pas la recherche du pouvoir pour lui-même, la conservation des privilèges et des rentes, mais, bien au contraire, l'audace, la tentative, l'innovation sociale, la quête infinie d'une harmonie dans le vivre ensemble.

On peut dès maintenant définir de façon non exhaustive quelques points qui seraient à débattre en priorité :

" L'État-nation, dont nous avons déjà évoqué le passé plus que contestable, est-il bien une subdivision pertinente dans le cadre d'une Europe politique ? Ne serait-il pas préférable de lui substituer la Région, plus proche des populations ? Des régions qui seraient dotées d'une large autonomie, comme les actuels Länder allemands, la Catalogne, l'Écosse et le Pays de Galle, qui disposent de leur propre système d'éducation et de protection sociale. Car la Nouvelle Union ne saurait impliquer l'uniformisation de règles "tombées d'en haut", mais bien plutôt la diversité, dans le cadre de principes philosophiques, éthiques et démocratiques communs. L'adoption de la Région comme subdivision permettrait de développer des processus de démocratie participative, impliquant une part significative de la population dans la gestion des affaires communes (comme dans certaines régions du Brésil), que nous ne saurions mettre en oeuvre à l'échelle d'un État-nation. Mais surtout le niveau régional faciliterait la remontée des idées, des informations et des desiderata des citoyens européens, dans le cadre de procédures "du bas vers le haut", directement des instances participatives régionales vers un Parlement Européen réellement responsable.

" Ne serait-il pas souhaitable d'adopter une "langue de travail et de communication" commune [\[10\]](#) ? L'espéranto, dont l'apprentissage est rapide, six mois en moyenne, et facile, pourrait être cette langue. Bien entendu, subsisteraient en parallèle et sur un pied d'égalité, les "langues de culture" que sont celles des anciens États-nations, voire, pourquoi pas ? des langues régionales comme l'Occitan, le Catalan...

" Au niveau international, la Nouvelle Union pourrait jouer un rôle crucial visant à favoriser "l'émergence" des pays pauvres, plus particulièrement ceux du pourtour méditerranéen et de l'Afrique. Car nous, Européens, avons envers ce dernier continent une dette imprescriptible. En effet, dès le XIXe siècle, les pays européens tournent leur regard vers cette région du monde dont les richesses réelles et supposées excitent les appétits. En 1878 le Congrès de Berlin, présidé par Bismarck, jette les bases du partage de l'Afrique entre les pays européens. Les conséquences de ce partage sont demeurées, jusqu'à nos jours, et l'on reste confondu par l'ampleur du pillage qui s'en est suivi, et qui se poursuit encore, souvent par sociétés multinationales interposées [\[11\]](#). Ceci rend particulièrement ignoble la chasse aux "sans papiers", la criminalisation d'une immigration forcée et chaotique, qui n'est que la conséquence du caractère essentiellement prédateur des politiques conduites depuis plus de deux siècles vis-à-vis de l'Afrique. Il serait donc du devoir le plus élémentaire d'une Nouvelle Union Européenne d'agir vigoureusement, au niveau bilatéral, et plus largement dans le cadre d'instances internationales telles que l'ONU, pour que soit reconnue la spoliation des pays africains, et organisée ce que l'on pourrait baptiser "La grande redistribution", visant à restaurer les droits et la dignité de ces pays parmi les plus pauvres du monde.

La démarche esquissée ci-dessus peut sembler écrasante. Elle l'est, en effet. C'est que nous avons dilapidé tous les fruits des luttes du passé, nous nous sommes laissé acheter, pour un peu de confort matériel, pour une technologie

de bazar, pour l'illusion d'une plage tropicale de rêve une semaine par an. Alors remonter la pente est difficile. Pourquoi faisons-nous, notamment en France, tant d'enfants si c'est pour les jeter dans un monde dévasté, condamnés à n'être que les larbins inconscients des classes dominantes ? Accepterons-nous, face à l'Histoire, d'être une génération de vaincus ? Alors que des chemins existent, difficiles et escarpés, mais qui attendent des voyageurs ! L'Europe et le monde n'ont plus de sens [12], mais il ne tient qu'à nous de leur en inventer un...

[1] Susan George est économiste et Présidente d'honneur de l'Association Attac-France. Cette citation est extraite de sa préface à L'horreur européenne de Frédéric Viale, éd. Tatamis, 2010, ouvrage vivement conseillé à ceux qui souhaitent s'informer sur la question européenne de manière claire, concise et agréable. Le présent texte lui est largement redevable.

[2] Églises en bois des XIe et XIIe siècles, caractéristiques des pays scandinaves, plus particulièrement de la Norvège.

[3] Lire l'ouvrage, terrible mais salutaire, du sociologue-historien américain Mike Davis, Génocides tropicaux - éd. La Découverte, 2003.

[4] C.A.Bayly, La naissance du monde moderne, p.108 éd. de l'Atelier, 2007.

[5] Objectif de l'Agenda de Lisbonne (2000).

[6] À travers la pratique (non institutionnelle), peu connue du grand public, dite de la "cogestion", et qui consiste à passer des compromis au nom d'un prétendu intérêt supérieur de l'UE.

[7] Voir Les lobbies contre la démocratie, par Bernard Blavette GR1095, février 2009.

[8] pigs en anglais signifie "cochons", et c'est aussi l'acronyme, dans cette langue, de Portugal, Italie, Grèce, Espagne (qui se dit Spain).

[9] Sur ce point important lire Réconcilier marxisme et démocratie par le sociologue David Muhlmann. éd. du Seuil, 2010.

[10] Selon des amis de l'auteur de ces lignes, traducteurs à la Commission Européenne, les frais de traduction représentent environ 40% du coût d'une réunion plénière d'une instance de l'UE !!

[11] Lire l'ouvrage passionnant de l'historien hollandais Henri Wesseling Le partage de l'Afrique, Folio histoire, 1997.

[12] Cette vacuité de l'UE transparaît particulièrement dans ce qui peut sembler un détail mais n'en est pas moins significatif : le graphisme des billets de l'Euro qui, au lieu de rappeler les hommes, les réalisations, qui ont façonné notre histoire commune, ne présentent que des portails, des ogives, des vitraux, qui débouchent... sur le vide.